



Logiciel **Transmission d'entreprise**

Guide d'utilisation

SOMMAIRE

SIMULATIONS DE CESSION D'UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE A TITRE ONEREUX	p.1
 SIMULATIONS DE CESSION DE DROITS SOCIAUX A TITRE ONEREUX	
1 - CESSION NON PREPAREE	p.3
2 - CESSION A DES TIERS, REGIME INCITATIF, REGIME DES CREATEURS	p.7
3 - CESSION DANS LE CADRE D'UN DEPART EN RETRAITE	p.11
4 – CESSION A DES TIERS AVEC DONATION PREALABLE DE LA NUE-PROPRIETE ET RESERVE D'USUFRUIT	p.15
5 - CESSION A DES TIERS AVEC DONATION PREALABLE DE LA NUE-PROPRIETE ET RESERVE DE QUASI- USUFRUIT	p.20
 SIMULATIONS DE REPRISE DE SOCIETE A L'IS	p.25
1 – PAR UNE SOCIETE HOLDING (intégration fiscale)	p.25
2 – PAR UNE SOCIETE HOLDING (régime mère-filiale)	p.28
3 – PAR DES PERSONNES PHYSIQUES	p.29
 SIMULATIONS DE PASSAGE DE BNC EN SEL	p.30
1 – PAR LA VENTE DU FONDS LIBERAL A UNE SEL	p.30
2 – PAR L'APPORT DU FONDS LIBERAL A UNE SEL	p.34
 SIMULATIONS DE PASSAGE DE BIC EN SARL	p.37
1 – PAR LA VENTE DU FONDS DE COMMERCE A UNE SARL	p.37
2 – PAR L'APPORT DU FONDS DE COMMERCE A UNE SARL	p.41

SIMULATIONS DE CESSIION D'UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE A TITRE ONEREUX

Préambule

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».
Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ». Les écrans « **Transmission** » et « **Immobilier** » sont indispensables pour réaliser la simulation de cession. Validez pour enregistrez les saisies, vous retournez alors sur l'écran « **Patrimoine Professionnel** ». Cliquez sur « **Retour** » pour revenir au menu d'accueil.

Il est maintenant possible de passer à la simulation de cession de l'entreprise individuelle.

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de cessions** » et optez pour « **Cession d'entreprise individuelle** » puis « **A titre onéreux** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez (comme dans tout le logiciel) sur l'icône « **Ajouter** ». Apparaît alors un écran qui reprend toutes les entreprises individuelles détenues par le client et son conjoint. Sélectionnez celle pour laquelle on veut réaliser la cession.

La dernière ligne de l'écran « **Détermination de l'actif immobilier cédé avec le fonds** » devient active. Cliquez et répondez par oui ou non à l'aide du menu déroulant situé dans la colonne cession, puis, validez. Quelle que soit l'option choisie, le logiciel calculera le montant des plus-values. En effet, lorsque les immeubles ne sont pas vendus avec le fonds, ils retournent dans le patrimoine privé du cédant et sont donc taxables.

Si le cédant vend au moment de son départ en retraite, cochez « **Cession suite au départ en retraite** ».

S'il s'agit d'un fonds donné en location-gérance, cochez « **Actuellement bailleur de fonds dans le cadre d'une location-gérance** ».

La cession d'une entreprise individuelle entraîne d'office l'imposition des résultats non encore imposés ainsi que des provisions non utilisées et des créances acquises. Il convient donc de saisir les montants afférents aux rubriques concernées.

Cliquez sur « **Plus-value** ». Un clic sur « **Détail des plus-values court terme et plus-values long terme** » permet de récupérer les valeurs préalablement saisies dans le paragraphe « **Transmission** » du menu « **Biens** », « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** ».

L'écran « **Cession d'éléments d'actifs** » met en évidence les plus-values court terme et long terme. Il est possible de modifier ou d'affiner. A la sortie de l'écran, les plus-values seront reprises dans l'écran principal.

En cliquant sur « **Impôt plus-values** », la totalité des résultats calculés par le logiciel s'affiche dans l'ordre en commençant par le fonds. Le détail des calculs est obtenu dans la rubrique « **Détail PV** », suivi de ou des articles du CGI utilisés par le logiciel pour optimiser la cession en présentant la solution la plus économique pour le cédant.

Les plus-values sur l'immobilier s'affichent une seconde fois car, dans certains cas, l'application de l'article 151 septies permet de reporter une plus-value totale ou partielle sur les plus-values des immeubles professionnels. Il y a donc cumul avec l'article 151 septies B relatif à l'immobilier d'entreprise.

En cas de départ en retraite, un troisième cumul s'effectue avec l'application de l'article 151 septies A. Il y a donc **optimisation** automatique.

Le solde à réinvestir est obtenu en diminuant du prix de cession l'ensemble des plus-values, l'impôt sur les revenus non encore imposés et le solde d'un éventuel emprunt professionnel subsistant sur le fonds.

SIMULATIONS DE CESSION DE DROITS SOCIAUX A TITRE ONEREUX

1 – TRANSMISSION NON PREPAREE

Objet

Un chef d'entreprise cède ses droits directement à un tiers-acquéreur.

Préambule

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».
Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Après validation des informations saisies, vous retournez alors sur l'écran « **Patrimoine Professionnel** ». Cliquez sur « **Retour** » pour revenir au menu d'accueil.

Si la cession entraîne un départ en retraite, accédez au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. Saisissez les « **Paramètres sociaux du client** » ou « **Paramètres sociaux du conjoint** ».

Il est maintenant possible de passer à la simulation de cession de droits sociaux (ou titres).

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de cessions** » et optez pour « **Cession de droits sociaux à titre onéreux** », « **Sociétés à l'IS** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez (comme dans tout le logiciel) sur l'icône « **Ajouter** ». Apparaît alors un écran qui reprend l'ensemble des droits sociaux détenus par le client et son conjoint dans diverses sociétés.

Sélectionnez l'entreprise en cochant la case appropriée, puis, précisez si les droits à céder ont été acquis depuis l'origine en PP ou après réunion de l'US à la NP.

La simulation débute par le bouton « **Cadre Fiscal** ».

Cadre fiscal

Sélectionnez l'option « **Cession de parts (droit commun)** », puis, allez sur « **Paramètres** ».

Paramétrage

La première zone de saisie « **Désignation** » est toujours par défaut à « **Cession de droits sociaux** ». Il est recommandé de modifier cette désignation afin de différencier les simulations entre elles.

Après avoir sélectionné le ou les personnes concernées (couple), il convient de choisir le type de cession que vous souhaitez réaliser. *(Toutefois, il est bon de vérifier au préalable que ces droits n'ont pas déjà fait l'objet d'une donation !)*

Dans « **Type de cession** », optez pour « **Directe à des tiers** ». Dans le paragraphe « **Client** », il convient de saisir le « **Pourcentage de droits sociaux cédés** » ou le montant en euros dans « **Valeur de cession** ».

« **Les frais de cession** » incluent les honoraires réglés aux professionnels intervenants à la cession et sont détaillés dans l'« **Assistance technique** ». Ils majorent donc le prix de cession et minorent la plus-value.

A la rubrique « **Valeur d'acquisition** » s'ouvre un vaste écran.

Prix d'acquisition moyen pondéré

Cet écran permet de faire l'historique des acquisitions successives et de calculer le coût moyen pondéré d'un titre lorsque ceux-ci ne sont pas identifiables. Le logiciel en déduit la plus-value par titre et donc le gain total.

Il convient avant tout de préciser si les droits sont « **Fongibles ou Identifiables** ». S'ils sont identifiables (numérotés ou inscrits sur un registre tenu par la société), la plus-value est calculée pour chaque série de titres. S'ils ne le sont pas (fongibles), le logiciel utilisera la méthode du prix moyen pondéré.

Après avoir saisi le « **Nombre de titres à céder** » ou le « **Pourcentage de titres à céder** » renseignez le tableau « **Historique d'acquisition...** ».

« **Les frais globaux** » incluent tous les frais inhérents à l'acquisition retenus par l'administration et sont détaillés dans le « ? » selon que les droits ont été acquis à titre gratuit ou onéreux conformément à l'article 94 du BOI 5 C du 3 juillet 2001 intégralement reproduit dans l'assistance.

Ils majorent donc le prix d'acquisition et minorent la plus-value.

La validation de l'écran permet de revenir à l'écran de paramétrage afin de cliquer sur « **Cession** ».

Pourcentage de droits à céder

Dans « **Droits cédés à titre onéreux.....** » entrez le pourcentage de titres à céder (si le cédant possède 80 % des titres, on saisira donc au maximum 80 % !)

Après validation, allez dans « **Plus-value** ».

Plus-value

Aucune saisie n'est prévue dans cet écran dont l'objet est de détailler le calcul de l'impôt de plus-value et des prélèvements sociaux.

Ventilation

L'objet de cet écran est de calculer le solde de cession après paiement de l'impôt de plus-value et des frais de cession.

La seule rubrique saisissable de cet écran « **Autres frais, impôt sur plus-value en report** » permet la prise en compte de tout autre frais relatif à la cession, mais surtout l'impôt sur une éventuelle plus-value jusqu'alors reportée et qui devient taxable du chef de la cession (ex. plus-value sur éléments non amortissables mise en report à la suite de l'apport d'une entreprise individuelle).

La différence entre le montant de la cession et l'ensemble des frais et impôts générés par celle-ci constitue le solde net de cession « **A réinvestir** ».

Réinvestissement

Cet écran propose une liste de biens permettant le réinvestissement du solde de cession. Celui-ci est possible, soit en pourcentage, soit en euros. Si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations avec des stratégies différentes, il est plus cohérent d'opter pour les pourcentages.

Le logiciel intègre des rendements par défaut, naturellement modifiables.

Enfin, si la reconstitution de carrière a été réalisée et si le cédant peut prétendre à la retraite, le logiciel en calculera le montant.

Dans le cas d'un couple, cliquez sur « **conjoint** » pour saisir un second tableau de réinvestissement. Validez.

La première partie de l'étude étant achevée, il ne reste plus qu'à l'imprimer en cliquant sur l'icône ad hoc à gauche « **Imprimer** ».

Pour passer à la seconde partie de la simulation, cliquez sur « **Dupliquer le patrimoine** ». Le logiciel effectue lui-même la duplication.

On retrouve le libellé de l'étude réalisée avec la date d'arrêtée de situation, à modifier éventuellement à la date du jour.

Dans le cadre « **Description étendue** », il s'agit de décrire très minutieusement le détail de la stratégie mise en place, car cette description s'imprimera lors de l'impression du dossier que le client devra comprendre ! Validez.

L'indice (2) ou (3) ... entre le prénom et le nom du client indique le numéro de la copie du patrimoine dans laquelle vous vous trouvez. Le patrimoine réel étant l'original ou numéro 1, la première copie porte le numéro 2 etc..... D'autre part, afin d'éviter toute confusion avec le patrimoine réel, la mention « **Patrimoine dupliqué** » apparaît en travers sur la partie droite de l'écran.

Dans le menu « **Biens** » du menu d'accueil, le logiciel a lui-même créé les nouveaux biens selon les montants déterminés en amont.

Exemple :

Si un contrat d'assurance vie a été prévu, allez dans « **Assurance vie et bons de capitalisation** ».

Le contrat est créé par le logiciel sans intervention de l'utilisateur. Cliquez sur « **Détail** ».

Dans la rubrique « **Infos Générales** », le « **Contrat souscrit** » est précisé « **en PP** » pour pleine propriété, la « **Destination** » affiche « **Consommation immédiate** ».

Dans la rubrique « **Revenus** », on constate que le montant du retrait effectué sur le contrat correspond exactement au rendement annuel. Il est bien entendu possible de l'augmenter ou de le diminuer.

Dans la rubrique « **Transmission** », la « **Liste des bénéficiaires** » est active. Le logiciel attribue d'autorité le bénéfice du contrat en cas de décès à tous les bénéficiaires potentiels à parts égales. L'utilisateur a toute liberté pour modifier les pourcentages d'attribution.

Tous les biens qui ont fait l'objet du réinvestissement sont créés sans intervention de l'utilisateur.

Les nouveaux revenus sont calculés automatiquement. Pour les visualiser, il suffit de retourner dans le menu d'accueil et d'aller dans « **Flux** ».

La rubrique « **Revenus** » présente les nouveaux revenus bruts. Pour obtenir les revenus nets, cliquez sur « **Analyse des résultats** ». Le budget disponible est obtenu par différence entre les revenus bruts et les charges constituées, entre autre, par les impôts dont l'IR et l'ISF qui ont également été calculés d'autorité au moment de la duplication. Si vous souhaitez le détail, allez dans « **Impôts et taxes** ».

Si la cession a été totale, la participation a complètement disparue dans le patrimoine professionnel. Par contre, en cas de cession partielle, la participation est réduite à concurrence des droits cédés. Les dividendes sont proratisés mais le salaire (PDG, Président) est maintenu intégralement comme c'est souvent le cas, le temps de fidéliser la clientèle et de transmettre le pouvoir. L'utilisateur restant libre de modifier ces paramètres à sa convenance.

En cas de décès après la cession, le logiciel détermine une nouvelle estimation des droits de succession.

Pour revenir au dossier initial, il suffit d'un clic sur « **Retour au patrimoine réel** » dans la partie droite de l'écran.

Lorsque plusieurs simulations ont été réalisées, un module permet la synthèse des stratégies proposées. Pour y accéder, retournez dans la liste des simulations de cessions et cliquez sur le bouton « **synthèse** » situé à gauche de l'écran. Un nouvel écran apparaît, il vous suffit alors de cocher les cases correspondantes aux simulations que vous souhaitez confronter. Un document unique permet de visualiser les résultats fiscaux et financiers de l'ensemble des modes de cession utilisés et les conséquences sur la succession future. Un autre rassemble tous les revenus d'après cession, nets d'IR et d'ISF.

Il est impossible de faire une simulation à partir d'une simulation.

2 - CESSION A DES TIERS, REGIME INCITATIF (ABATTEMENT RENFORCE), REGIME DES CREATEURS.

Objet

Un chef d'entreprise cède ses droits directement à un tiers-acquéreur.

Préambule

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».
Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Après validation des informations saisies, vous retournez alors sur l'écran « **Patrimoine Professionnel** ». Cliquez sur « **Retour** » pour revenir au menu d'accueil.

Si la cession entraîne un départ en retraite, accédez au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. Saisissez les « **Paramètres sociaux du client** » ou « **Paramètres sociaux du conjoint** ».

Il est maintenant possible de passer à la simulation de cession de droits sociaux (ou titres).

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de cessions** » et optez pour « **Cession de droits sociaux à titre onéreux** », « **Sociétés à l'IS** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez (comme dans tout le logiciel) sur l'icône « **Ajouter** ». Apparaît alors un écran qui reprend l'ensemble des droits sociaux détenus par le client et son conjoint dans diverses sociétés.

Sélectionnez l'entreprise en cochant la case appropriée, puis, précisez si les droits à céder ont été acquis depuis l'origine en PP ou après réunion de l'US à la NP.

La simulation débute par le bouton « **Cadre Fiscal** ».

Cadre fiscal

Sélectionnez l'option « **Cession de parts réalisée par un associé-dirigeant de TPE/PME (régime des créateurs)** », puis, allez sur « **Paramètres** ».

Paramétrage

La première zone de saisie « **Désignation** » est toujours par défaut à « **Cession de droits sociaux** ». Il est recommandé de modifier cette désignation afin de différencier les simulations entre elles.

Après avoir sélectionné le ou les personnes concernées (couple), il convient de choisir le type de cession que vous souhaitez réaliser. *(Toutefois, il est bon de vérifier au préalable que ces droits n'ont pas déjà fait l'objet d'une donation !)*

Dans « **Type de cession** », optez pour « **Directe à des tiers** ».

Dans le paragraphe « **Client** », il convient de saisir le « **Pourcentage de droits sociaux cédés** » ou le montant en euros dans « **Valeur de cession** ».

« **Les frais de cession** » incluent les honoraires réglés aux professionnels intervenants à la cession et sont détaillés dans l'« **Assistance technique** ». Ils majorent donc le prix de cession et minorent la plus-value.

A la rubrique « **Valeur d'acquisition** » s'ouvre un vaste écran.

Prix d'acquisition moyen pondéré

Cet écran permet de faire l'historique des acquisitions successives et de calculer le coût moyen pondéré d'un titre lorsque ceux-ci ne sont pas identifiables. Le logiciel en déduit la plus-value par titre et donc le gain total.

Il convient avant tout de préciser si les droits sont « **Fongibles ou Identifiables** ». S'ils sont identifiables (numérotés ou inscrits sur un registre tenu par la société) la plus-value est calculée pour chaque série de titres. S'ils ne le sont pas (fongibles), le logiciel utilisera la méthode du prix moyen pondéré.

Après avoir saisi le « **Nombre de titres à céder** » ou le « **Pourcentage de titres à céder** » renseignez le tableau « **Historique d'acquisition...** ».

« **Les frais globaux** » incluent tous les frais inhérents à l'acquisition retenus par l'administration et sont détaillés dans le « ? » selon que les droits ont été acquis à titre gratuit ou onéreux conformément à l'article 94 du BOI 5 C du 3 juillet 2001 intégralement reproduit dans l'assistance.

Ils majorent donc le prix d'acquisition et minorent la plus-value.

La validation de l'écran permet de revenir à l'écran de paramétrage afin de cliquer sur « **Cession** ».

Pourcentage de droits à céder

Dans « **Droits cédés à titre onéreux.....** » entrez le pourcentage de titres à céder (si le cédant possède 80 % des titres on saisira donc au maximum 80 % !)

Après validation, allez dans « **Plus-value** ».

Plus-value

Aucune saisie n'est prévue dans cet écran dont l'objet est de détailler le calcul de l'impôt de plus-value et des prélèvements sociaux.

Ventilation

L'objet de cet écran est de calculer le solde de cession après paiement de l'impôt de plus-value et des frais de cession.

La seule rubrique saisissable de cet écran « **Autres frais, impôt sur plus-value en report** » permet la prise en compte de tout autre frais relatif à la cession, mais surtout l'impôt sur une éventuelle plus-value jusqu'alors reportée et qui devient taxable du chef de la cession (ex. plus-value sur éléments non amortissables mise en report à la suite de l'apport d'une entreprise individuelle).

La différence entre le montant de la cession et l'ensemble des frais et impôts générés par celle-ci constitue le solde net de cession « **A réinvestir** ».

Réinvestissement

Cet écran propose une liste de biens permettant le réinvestissement du solde de cession.

Celui-ci est possible, soit en pourcentage, soit en euros. Si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations avec des stratégies différentes, il est plus cohérent d'opter pour les pourcentages.

Le logiciel intègre des rendements par défaut, naturellement modifiables.

Enfin, si la reconstitution de carrière a été réalisée et si le cédant peut prétendre à la retraite, le logiciel en calculera le montant.

La première partie de l'étude étant achevée, il ne reste plus qu'à l'imprimer en cliquant sur l'icône ad hoc à gauche « **Imprimer** ».

Pour passer à la seconde partie de la simulation, cliquez sur « **Dupliquer le patrimoine** ». Le logiciel effectue lui-même la duplication.

On retrouve le libellé de l'étude réalisée avec la date d'arrêtée de situation, à modifier éventuellement à la date du jour.

Dans le cadre « **Description étendue** », il s'agit de décrire très minutieusement le détail de la stratégie mise en place, car cette description s'imprimera lors de l'impression du dossier que le client devra comprendre ! Validez.

L'indice (2) ou (3) ... entre le prénom et le nom du client indique le numéro de la copie du patrimoine dans laquelle vous vous trouvez. Le patrimoine réel étant l'original ou numéro 1, la première copie porte le numéro 2 etc..... D'autre part, afin d'éviter toute confusion avec le patrimoine réel, la mention « **Patrimoine dupliqué** » apparaît en travers sur la partie droite de l'écran.

Dans le menu « **Biens** » du menu d'accueil, le logiciel a lui-même créé les nouveaux biens selon les montants déterminés en amont.

Exemple :

Si un contrat d'assurance vie a été prévu, allez dans « **Assurance vie et bons de capitalisation** ».

Le contrat est créé par le logiciel sans intervention de l'utilisateur. Cliquez sur « **Détail** ». Dans la rubrique « **Infos Générales** », le « **Contrat souscrit** » est précisé « **en PP** » pour pleine propriété, la « **Destination** » affiche « **Consommation immédiate** ».

Dans la rubrique « **Revenus** », on constate que le montant du retrait effectué sur le contrat correspond exactement au rendement annuel. Il est bien entendu possible de l'augmenter ou de le diminuer.

Dans la rubrique « **Transmission** », la « **Liste des bénéficiaires** » est active. Le logiciel attribue d'autorité le bénéfice du contrat en cas de décès à tous les bénéficiaires potentiels à parts égales. L'utilisateur a toute liberté pour modifier les pourcentages d'attribution.

Tous les biens qui ont fait l'objet du réinvestissement sont créés sans intervention de l'utilisateur.

Les nouveaux revenus sont calculés automatiquement. Pour les visualiser, il suffit de retourner dans le menu d'accueil et d'aller dans « **Flux** ».

La rubrique « **Revenus** » présente les nouveaux revenus bruts. Pour obtenir les revenus nets, cliquez sur « **Analyse des résultats** ». Le budget disponible est obtenu par différence entre les revenus bruts et les charges constituées, entre autre, par les impôts dont l'IR et l'ISF qui

ont également été calculés d'autorité au moment de la duplication. Si vous souhaitez le détail, allez dans « **Impôts et taxes** ».

Si la cession a été totale, la participation a complètement disparue dans le patrimoine professionnel. Par contre, en cas de cession partielle, la participation est réduite à concurrence des droits cédés. Les dividendes sont proratisés mais le salaire (PDG, Président) est maintenu intégralement comme c'est souvent le cas, le temps de fidéliser la clientèle et de transmettre le pouvoir. L'utilisateur restant libre de modifier ces paramètres à sa convenance.

En cas de décès après la cession, le logiciel détermine une nouvelle estimation des droits de succession.

Pour revenir au dossier initial, il suffit d'un clic sur « **Retour au patrimoine réel** » dans la partie droite de l'écran.

Lorsque plusieurs simulations ont été réalisées, un module permet la synthèse des stratégies proposées. Pour y accéder, retournez dans la liste des simulations de cessions et cliquez sur le bouton « **synthèse** » situé à gauche de l'écran. Un nouvel écran apparaît, il vous suffit alors de cocher les cases correspondantes aux simulations que vous souhaitez confronter. Un document unique permet de visualiser les résultats fiscaux et financiers de l'ensemble des modes de cession utilisés et les conséquences sur la succession future. Un autre rassemble tous les revenus d'après cession, nets d'IR et d'ISF.

Il est impossible de faire une simulation à partir d'une simulation.

3 - CESSION DANS LE CADRE D'UN DEPART EN RETRAITE

Objet

Un chef d'entreprise part à la retraite et cède directement ses droits à un tiers- acquéreur.

Préambule

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».
Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Après validation des informations saisies, vous retournez alors sur l'écran « **Patrimoine Professionnel** ». Cliquez sur « **Retour** » pour revenir au menu d'accueil.

Si la cession entraîne un départ en retraite, accédez au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. Saisissez les « **Paramètres sociaux du client** » ou « **Paramètres sociaux du conjoint** ».

Il est maintenant possible de passer à la simulation de cession de droits sociaux (ou titres).

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de cessions** » et optez pour « **Cession de droits sociaux à titre onéreux** », « **Sociétés à l'IS** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez (comme dans tout le logiciel) sur l'icône « **Ajouter** ». Apparaît alors un écran qui reprend l'ensemble des droits sociaux détenus par le client et son conjoint dans diverses sociétés.

Sélectionnez l'entreprise en cochant la case appropriée, puis, précisez si les droits à céder ont été acquis depuis l'origine en PP ou après réunion de l'US à la NP.

La simulation débute par le bouton « **Cadre Fiscal** ».

Cadre fiscal

Sélectionnez « **Cession de parts par un associé-dirigeant dans le cadre d'un départ en retraite** », puis, allez sur « **Paramètres** ».

Paramétrage

La première zone de saisie « **Désignation** » est toujours par défaut à « **Cession de droits sociaux** ». Il est recommandé de modifier cette désignation afin de différencier les simulations entre elles.

Après avoir sélectionné le ou les personnes concernées (couple), il convient de choisir le type de cession que vous souhaitez réaliser. *(Toutefois, il est bon de vérifier au préalable que ces droits n'ont pas déjà fait l'objet d'une donation !)*

Le choix du « **Type de cession** » est inactif puisqu'il est déjà sélectionné.

Dans le paragraphe « **Client** », le « **Pourcentage de droits sociaux cédés** » devrait être, en principe, le pourcentage détenu, ou bien le montant en euros détenu dans « **Valeur de cession** ».

« **Les frais de cession** » incluent les honoraires réglés aux professionnels intervenants à la cession et sont détaillés dans l'« **Assistance technique** ». Ils majorent donc le prix de cession et minorent la plus-value.

A la rubrique « **Valeur d'acquisition** » s'ouvre un vaste écran.

Prix d'acquisition moyen pondéré

Cet écran permet de faire l'historique des acquisitions successives et de calculer le coût moyen pondéré d'un titre lorsque ceux-ci ne sont pas identifiables. Le logiciel en déduit la plus-value par titre et donc le gain total.

Il convient avant tout de préciser si les droits sont « **Fongibles ou Identifiables** ». S'ils sont identifiables (numérotés ou inscrits sur un registre tenu par la société), la plus-value est calculée pour chaque série de titres. S'ils ne le sont pas (fongibles), le logiciel utilisera la méthode du prix moyen pondéré.

Après avoir saisi le « **Nombre de titres à céder** » ou le « **Pourcentage de titres à céder** », renseignez le tableau « **Historique d'acquisition...** ».

« **Les frais globaux** » incluent tous les frais inhérents à l'acquisition retenus par l'administration et sont détaillés dans le « ? » selon que les droits ont été acquis à titre gratuit ou onéreux conformément à l'article 94 du BOI 5 C du 3 juillet 2001 intégralement reproduit dans l'assistance.

Ils majorent donc le prix d'acquisition et minorent la plus-value.

Dans le cas particulier de l'application de l'article 150 O D ter, le logiciel applique l'abattement fixe de 500 000 €, puis l'abattement prévu à l'article 150 O D 1quater, en fonction de la durée de détention et de la proportion du nombre de titres cédés.

La validation de l'écran permet de revenir à l'écran de paramétrage afin de cliquer sur « **Cession** ».

Pourcentage de droits à céder

Le pourcentage de titres à céder est déjà affiché dans « **Droits cédés à titre onéreux** ».

Après validation, accédez à « **Plus-value** ».

Plus-value

Aucune saisie n'est prévue dans cet écran dont l'objet est de détailler le calcul de l'impôt de plus-value et des prélèvements sociaux.

« **L'impôt sur PV** » est calculé sur l'« **Assiette imposable** » taxée à l'IR, alors que les prélèvements sociaux « **CSG / CRDS / PV** » (17.20 %) le sont sur la « **Plus-value** » totale.

Ventilation

L'objet de cet écran est de calculer le solde de cession après paiement de l'impôt de plus-value et des frais de cession.

La seule rubrique saisissable de cet écran « **Autres frais, impôt sur plus-value en report** » permet la prise en compte de tout autre frais relatif à la cession, mais surtout l'impôt sur une éventuelle plus-value jusqu'alors reportée et qui devient taxable du chef de la cession (ex. plus-value sur éléments non amortissables mise en report à la suite de l'apport d'une entreprise individuelle).

La différence entre le montant de la cession et l'ensemble des frais et impôts générés par celle-ci constitue le solde net de cession « **A réinvestir** ».

Réinvestissement

Cet écran propose une liste de biens permettant le réinvestissement du solde de cession. Celui-ci est possible, soit en pourcentage, soit en euros. Si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations avec des stratégies différentes, il est plus cohérent d'opter pour les pourcentages.

Le logiciel intègre des rendements par défaut, naturellement modifiables.

Enfin, si la reconstitution de carrière a été réalisée et si le cédant peut prétendre à la retraite, le logiciel en calculera le montant.

La première partie de l'étude étant achevée, il ne reste plus qu'à l'imprimer en cliquant sur l'icône ad hoc à gauche « **Imprimer** ».

Pour passer à la seconde partie de la simulation, cliquez sur « **Dupliquer le patrimoine** ». Le logiciel effectue lui-même la duplication.

On retrouve le libellé de l'étude réalisée avec la date d'arrêtée de situation, à modifier éventuellement à la date du jour.

Dans le cadre « **Description étendue** », il s'agit de décrire très minutieusement le détail de la stratégie mise en place, car cette description s'imprimera lors de l'impression du dossier que le client devra comprendre ! Validez.

L'indice (2) ou (3) ... entre le prénom et le nom du client indique le numéro de la copie du patrimoine dans laquelle vous vous trouvez. Le patrimoine réel étant l'original ou numéro 1, la première copie porte le numéro 2 etc... D'autre part, afin d'éviter toute confusion avec le patrimoine réel, la mention « **Patrimoine dupliqué** » apparaît en travers sur la partie droite de l'écran.

Dans le menu « **Biens** » du menu d'accueil, le logiciel a lui-même créé les nouveaux biens selon les montants déterminés en amont.

Exemple :

Si un contrat d'assurance vie a été prévu, allez dans « **Assurance vie et bons de capitalisation** ».

Le contrat est créé par le logiciel sans intervention de l'utilisateur. Cliquez sur « **Détail** ». Dans la rubrique « **Infos Générales** », le « **Contrat souscrit** » est précisé « **en PP** » pour pleine propriété, la « **Destination** » affiche « **Consommation immédiate** ».

Dans la rubrique « **Revenus** », on constate que le montant du retrait effectué sur le contrat correspond exactement au rendement annuel. Il est bien entendu possible de l'augmenter ou de le diminuer.

Dans la rubrique « **Transmission** », la « **Liste des bénéficiaires** » est active. Le logiciel attribue d'autorité le bénéfice du contrat en cas de décès à tous les bénéficiaires potentiels à parts égales. L'utilisateur a toute liberté pour modifier les pourcentages d'attribution.

Tous les biens qui ont fait l'objet du réinvestissement sont créés sans intervention de l'utilisateur.

Les nouveaux revenus sont calculés automatiquement. Pour les visualiser, il suffit de retourner dans le menu d'accueil et d'aller dans « **Flux** ».

La rubrique « **Revenus** » présente les nouveaux revenus bruts. Pour obtenir les revenus nets, cliquez sur « **Analyse des résultats** ». Le budget disponible est obtenu par différence entre les revenus bruts et les charges constituées, entre autre, par les impôts dont l'IR et l'IFI qui ont également été calculés d'autorité au moment de la duplication. Si vous souhaitez le détail, allez dans « **Impôts et taxes** ».

Si la cession a été totale, la participation a complètement disparue dans le patrimoine professionnel. Par contre, en cas de cession partielle, la participation est réduite à concurrence des droits cédés. Les dividendes sont proratisés mais le salaire (PDG, Président) est maintenu intégralement comme c'est souvent le cas, le temps de fidéliser la clientèle et de transmettre le pouvoir. L'utilisateur restant libre de modifier ces paramètres à sa convenance.

En cas de décès après la cession, le logiciel détermine une nouvelle estimation des droits de succession.

Pour revenir au dossier initial, il suffit d'un clic sur « **Retour au patrimoine réel** » dans la partie droite de l'écran.

Lorsque plusieurs simulations ont été réalisées, un module permet la synthèse des stratégies proposées. Pour y accéder, retournez dans la liste des simulations de cessions et cliquez sur le bouton « **synthèse** » situé à gauche de l'écran. Un nouvel écran apparaît, il vous suffit alors de cocher les cases correspondantes aux simulations que vous souhaitez confronter. Un document unique permet de visualiser les résultats fiscaux et financiers de l'ensemble des modes de cession utilisés et les conséquences sur la succession future. Un autre rassemble tous les revenus d'après cession, nets d'IR et d'IFI.

Il est impossible de faire une simulation à partir d'une simulation.

4 - CESSION A DES TIERS AVEC DONATION PREALABLE DE LA NUE-PROPRIETE ET RESERVE D'USUFRUIT

Objet

Un chef d'entreprise donne la nue-propriété de ses droits à ses enfants avec réserve d'usufruit, avant de céder ensemble la pleine propriété à un tiers acquéreur. L'acte de donation prévoit le report du démembrement sur les nouveaux investissements avec le solde de cession net d'impôt.

Préambule

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».
Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Après validation des informations saisies, vous retournez alors sur l'écran « **Patrimoine Professionnel** ». Cliquez sur « **Retour** » pour revenir au menu d'accueil.

Si la cession entraîne un départ en retraite, accédez au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. Saisissez les « **Paramètres sociaux du client** » ou « **Paramètres sociaux du conjoint** ».

Il est maintenant possible de passer à la simulation de cession de droits sociaux (ou titres).

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de cessions** » et optez pour « **Cession de droits sociaux à titre onéreux** », « **Sociétés à l'IS** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez (comme dans tout le logiciel) sur l'icône « **Ajouter** ». Apparaît alors un écran qui reprend l'ensemble des droits sociaux détenus par le client et son conjoint dans diverses sociétés.

Sélectionnez l'entreprise en cochant la case appropriée, puis, précisez si les droits à céder ont été acquis depuis l'origine en PP ou après réunion de l'US à la NP.

La simulation débute par le bouton « **Cadre Fiscal** ».

Cadre fiscal

Sélectionnez l'option « **Cession de parts réalisée par un associé-dirigeant de TPE/PME (régime des créateurs)** », puis, allez sur « **Paramètres** ».

Paramétrage

La première zone de saisie « **Désignation** » est toujours par défaut à « **Cession de droits sociaux** ». Il est recommandé de modifier cette désignation afin de différencier les simulations entre elles.

Après avoir sélectionné le ou les personnes concernées (couple), il convient de choisir le type de cession que vous souhaitez réaliser. *(Toutefois, il est bon de vérifier au préalable que ces droits n'ont pas déjà fait l'objet d'une donation !)*

Dans « **Type de cession** », optez pour « **Cession à des tiers avec donation préalable de la nue-propriété et réserve d'usufruit** ». Dans le paragraphe « **Client** », il convient de saisir le « **Pourcentage de droits sociaux cédés** » ou le montant en euros dans « **Valeur de cession** ». « **Les frais de cession** » incluent les honoraires réglés aux professionnels intervenants à la cession et sont détaillés dans l'« **Assistance technique** ». Ils majorent donc le prix de cession et minorent la plus-value.

A la rubrique « **Valeur d'acquisition** » s'ouvre un vaste écran.

Prix d'acquisition moyen pondéré

Cet écran permet de faire l'historique des acquisitions successives et de calculer le coût moyen pondéré d'un titre lorsque ceux-ci ne sont pas identifiables. Le logiciel en déduit la plus-value par titre et donc le gain total.

Il convient avant tout de préciser si les droits sont « **Fongibles ou Identifiables** ». S'ils sont identifiables (numérotés ou inscrits sur un registre tenu par la société), la plus-value est calculée pour chaque série de titres. S'ils ne le sont pas (fongibles), le logiciel utilisera la méthode du prix moyen pondéré.

Après avoir saisi le « **Nombre de titres à céder** » ou le « **Pourcentage de titres à céder** », renseignez le tableau « **Historique d'acquisition...** ».

« **Les frais globaux** » incluent tous les frais inhérents à l'acquisition retenus par l'administration et sont détaillés dans le « ? » selon que les droits ont été acquis à titre gratuit ou onéreux conformément à l'article 94 du BOI 5 C du 3 juillet 2001 intégralement reproduit dans l'assistance.

Ils majorent donc le prix d'acquisition et minorent la plus-value.

Dans le cadre de cette simulation, le logiciel applique l'abattement prévu pour le régime des créateurs, en fonction de la durée de détention et de la proportion du nombre de titres cédés.

La validation de l'écran permet de revenir à l'écran de paramétrage afin de cliquer sur « **Cession** ».

Pourcentage de droits à céder

Dans « **Droits cédés par donation avant.....** » entrez le pourcentage de titres à céder (si le cédant possède 80 % des titres, on saisira donc au maximum 80 % !)

Allez ensuite dans « **Détail donation faite** ». L'écran s'ouvre sur la liste des enfants du cédant. Nous conseillons pour commencer de saisir seulement la donation en nue-propriété. Si par exemple, le cédant a deux enfants et détient 80 % des titres, gratifiez 40 % à chacun des enfants. Le logiciel calcule aussitôt le montant des droits de donation en tenant compte éventuellement des donations reçues antérieurement. Après validation des donations, accédez à « **Plus-value** ».

Plus-value

On constate immédiatement que le montant de la plus-value est nettement plus faible que dans le cas d'une vente directe à des tiers. En fait, la plus-value est inhérente au seul usufruit

resté entre les mains du cédant. Le calcul est effectué conformément à la fiche n° 1 du BOI 5 C du 3 juillet 2001 intégralement reproduite dans l'assistance sous la rubrique « **Plus-values des valeurs mobilières et démembrement** ».

Aucune saisie n'est prévue dans cet écran dont l'objet est de détailler le calcul de l'impôt de plus-value et des prélèvements sociaux.

Lorsque des titres sont donnés en pleine propriété, la plus-value et les prélèvements sociaux sont purgés par les droits de donation.

Ventilation

La première rubrique affiche les montants reçus respectivement par le donateur et le(s) donataire(s).

L'impôt de plus-value est mis à la charge du(des) donataire(s) conformément à la fiche n°1 citée précédemment.

Le logiciel affecte également les droits de mutation à la charge du(des) donataire(s) car ils majorent le prix d'acquisition des titres et diminuent donc l'assiette taxable (art. 98 du BOI 5 C déjà cité).

La seule rubrique saisissable de cet écran « **Autres frais, impôt sur plus-value en report** » permet la prise en compte de tout autre frais relatif à la cession, mais surtout l'impôt sur une éventuelle plus-value jusqu'alors reportée et qui devient taxable du chef de la cession (ex. plus-value sur éléments non amortissables mise en report à la suite de l'apport d'une entreprise individuelle).

La différence entre le montant de la cession et l'ensemble des frais et impôts générés par celle-ci constitue le solde net de cession « **A réinvestir** ».

Le réinvestissement de ce solde s'effectuera, dans ce cas, en reportant le démembrement sur les biens à acquérir, à définir dans l'écran « **Réinvestissement** ».

ATTENTION !

Cette technique soulève le problème, pour les enfants donataires, du règlement des droits de donation et de l'impôt de plus-value car généralement, ils ne disposent d'aucun moyen financier. Or, la fiche technique n°1 du BOI déjà citée, précise qu'ils sont les redevables de l'impôt de plus-value. Il en va de même pour les droits de donation s'ils souhaitent qu'ils viennent en diminution de l'assiette taxable. Aussi, dans la pratique, il est courant que les donataires reçoivent une partie des titres en pleine propriété correspondant à leur charge. La difficulté consiste à calculer le pourcentage de droits qu'ils doivent recevoir en pleine propriété. En effet, le cumul des droits de donation et de l'impôt de plus-value dépend du montant de titres donnés, or, c'est justement ce que l'on cherche !

Le logiciel est conçu pour résoudre ce problème.

Pour cela, il vous suffit de revenir dans « **Cession** » puis, dans « **Détail donation faite** ». Un clic sur la rubrique « **Optimisation par la donation en PP** » affiche automatiquement les montants recherchés dans le tableau.

Un nouveau passage dans « **Ventilation** » prouve que le problème est bien résolu. Dans la colonne destinée au(x) donataire(s), apparaissent les montants en euros de la contre-valeur des titres reçus en nue-propriété et pleine propriété. Les droits reçus en pleine propriété correspondent bien au montant cumulé de l'impôt de plus-value et des droits de donation. Il peut toutefois y avoir quelques dizaines voire quelques centaines d'euros d'écart dus aux arrondis sur le nombre de titres.

Réinvestissement

Cet écran propose une liste de biens permettant le réinvestissement du solde de cession. Celui-ci est possible, soit en pourcentage, soit en euros. Si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations avec des stratégies différentes, il est plus cohérent d'opter pour les pourcentages.

Le logiciel intègre des rendements par défaut, naturellement modifiables.

Enfin, si la reconstitution de carrière a été réalisée et si le cédant peut prétendre à la retraite, le logiciel en calculera le montant.

Dans le cas d'un couple, cliquez sur « **conjoint** » pour saisir un second tableau de réinvestissement.

La première partie de l'étude étant achevée, il ne reste plus qu'à l'imprimer en cliquant sur l'icône ad hoc à gauche « **Imprimer** ».

Pour passer à la seconde partie de la simulation, cliquez sur « **Dupliquer le patrimoine** ». Le logiciel effectue lui-même la duplication.

On retrouve le libellé de l'étude réalisée avec la date d'arrêtée de situation, à modifier éventuellement à la date du jour.

Dans le cadre « **Description étendue** », il s'agit de décrire très minutieusement le détail de la stratégie mise en place, car cette description s'imprimera lors de l'impression du dossier que le client devra comprendre ! Validez.

L'indice (2) ou (3) ... entre le prénom et le nom du client indique le numéro de la copie du patrimoine dans laquelle vous vous trouvez. Le patrimoine réel étant l'original ou numéro 1, la première copie porte le numéro 2 etc... D'autre part, afin d'éviter toute confusion avec le patrimoine réel, la mention « **Patrimoine dupliqué** » apparaît en travers sur la partie droite de l'écran.

Dans le menu « **Biens** » du menu d'accueil, le logiciel a lui-même créé les nouveaux biens selon les montants déterminés en amont.

Exemple :

Si un contrat d'assurance vie a été prévu, allez dans « **Assurance vie et bons de capitalisation** ». Cliquez sur « **Détail** ». L'onglet « **Transmission** » a disparu. Dans la rubrique « **Infos Générales** », le « **Contrat souscrit** » est précisé « **Démembré en US** », la « **Destination** » affiche « **Consommation immédiate** ».

Dans la rubrique « **Revenus** », on constate que le montant du retrait effectué sur le contrat correspond exactement au rendement annuel et donc au droit de l'usufruitier. Il ne faut surtout pas l'augmenter au risque d'empiéter sur les droits du nu-propiétaire et de voir la donation requalifiée.

Pour des raisons de simplification, le logiciel n'a créé qu'un seul contrat d'assurance vie. En réalité, il est nécessaire d'en établir autant qu'il y a d'enfants nus-propiétaires. Ces derniers étant à la fois co-souscripteurs et assurés.

Il en va de même pour tous les autres biens qui ont fait l'objet du réinvestissement.

Les nouveaux revenus sont calculés automatiquement. Pour les visualiser, il suffit de retourner dans le menu d'accueil et d'aller dans « **Flux** ».

La rubrique « **Revenus** » présente les nouveaux revenus bruts. Pour obtenir les revenus nets, cliquez sur « **Analyse des résultats** ». Le budget disponible est obtenu par différence entre les revenus bruts et les charges constituées, entre autre, par les impôts dont l'IR et l'IFI qui ont également été calculés d'autorité au moment de la duplication. Si vous souhaitez le détail, allez dans « **Impôts et taxes** ».

Si la cession a été totale, la participation a complètement disparue dans le patrimoine professionnel. Par contre, en cas de cession partielle, la participation est réduite à concurrence des droits cédés. Les dividendes sont proratisés mais le salaire (PDG, Président) est maintenu intégralement comme c'est souvent le cas, le temps de fidéliser la clientèle et de transmettre le pouvoir. L'utilisateur restant libre de modifier ces paramètres à sa convenance.

En cas de décès après la cession, le logiciel détermine une nouvelle estimation des droits de succession. Les droits sont beaucoup plus faibles car les nouveaux biens, acquis seulement en usufruit, ne généreront aucune taxation (art. 1133 de CGI).

Pour revenir au dossier initial, il suffit d'un clic sur « **Retour au patrimoine réel** » dans la partie droite de l'écran.

Lorsque plusieurs simulations ont été réalisées, un module permet la synthèse des stratégies proposées. Pour y accéder, retournez dans la liste des simulations de cessions et cliquez sur le bouton « **synthèse** » situé à gauche de l'écran. Un nouvel écran apparaît, il vous suffit alors de cocher les cases correspondantes aux simulations que vous souhaitez confronter. Un document unique permet de visualiser les résultats fiscaux et financiers de l'ensemble des modes de cession utilisés et les conséquences sur la succession future. Un autre rassemble tous les revenus d'après cession, nets d'IR et d'ISF.

Il est impossible de faire une simulation à partir d'une simulation.

5 - CESSION A DES TIERS AVEC DONATION PREALABLE DE LA NUE-PROPRIETE ET RESERVE DE QUASI-USUFRUIT

Objet

Un chef d'entreprise donne la nue-propriété de ses droits à ses enfants avec réserve de quasi-usufruit avant de céder ensemble la pleine propriété à un tiers acquéreur. L'acte de donation prévoit le report du démembrement sur les nouveaux investissements, du solde de cession net d'impôt.

Préambule

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ». Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Après validation des informations saisies, vous retournez alors sur l'écran « **Patrimoine Professionnel** ». Cliquez sur « **Retour** » pour revenir au menu d'accueil.

Si la cession entraîne un départ en retraite, accédez au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. Saisissez les « **Paramètres sociaux du client** » ou « **Paramètres sociaux du conjoint** ».

Il est maintenant possible de passer à la simulation de cession de droits sociaux (ou titres).

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de cessions** » et optez pour « **Cession de droits sociaux à titre onéreux** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez (comme dans tout le logiciel) sur l'icône « **Ajouter** ». Apparaît alors un écran qui reprend l'ensemble des droits sociaux détenus par le client et son conjoint dans diverses sociétés.

Sélectionnez l'entreprise en cochant la case appropriée, puis, précisez si les droits à céder ont été acquis depuis l'origine en PP ou après réunion de l'US à la NP.

La simulation débute par le bouton « **Cadre Fiscal** ».

Cadre fiscal

Sélectionnez l'option « **Cession de parts réalisée par un associé-dirigeant de TPE/PME (régime des créateurs)** », puis, allez sur « **Paramètres** ».

Paramétrage

La première zone de saisie « **Désignation** » est toujours par défaut à « **Cession de droits sociaux** ». Il est recommandé de modifier cette désignation afin de différencier les simulations entre elles.

Après avoir sélectionné le ou les personnes concernées (couple), il convient de choisir le type de cession que vous souhaitez réaliser. *(Toutefois, il est bon de vérifier au préalable que ces droits n'ont pas déjà fait l'objet d'une donation !)*

Dans « **Type de cession** », optez pour « **Cession à des tiers avec donation préalable de la nue-propriété et réserve de quasi-usufruit** ».

Dans le paragraphe « **Client** », il convient de saisir le « **Pourcentage de droits sociaux cédés** » ou le montant en euros dans « **Valeur de cession** ».

« **Les frais de cession** » incluent les honoraires réglés aux professionnels intervenants à la cession et sont détaillés dans l'« **Assistance technique** ». Ils majorent donc le prix de cession et minorent la plus-value.

A la rubrique « **Valeur d'acquisition** » s'ouvre un vaste écran.

Prix d'acquisition moyen pondéré

Cet écran permet de faire l'historique des acquisitions successives et de calculer le coût moyen pondéré d'un titre lorsque ceux-ci ne sont pas identifiables. Le logiciel en déduit la plus-value par titre et donc le gain total.

Il convient avant tout de préciser si les droits sont « **Fongibles ou Identifiables** ». S'ils sont identifiables (numérotés ou inscrits sur un registre tenu par la société), la plus-value est calculée pour chaque série de titres. S'ils ne le sont pas (fongibles), le logiciel utilisera la méthode du prix moyen pondéré.

Après avoir saisi le « **Nombre de titres à céder** » ou le « **Pourcentage de titres à céder** » renseignez le tableau « **Historique d'acquisition...** ».

« **Les frais globaux** » incluent tous les frais inhérents à l'acquisition retenus par l'administration et sont détaillés dans le « ? » selon que les droits ont été acquis à titre gratuit ou onéreux conformément à l'article 94 du BOI 5 C du 3 juillet 2001 intégralement reproduit dans l'assistance.

Ils majorent donc le prix d'acquisition et minorent la plus-value.

Dans le cadre de cette simulation, le logiciel applique l'abattement prévu pour le régime des créateurs, en fonction de la durée de détention et de la proportion du nombre de titres cédés.

La validation de l'écran permet de revenir à l'écran de paramétrage afin de cliquer sur « **Cession** ».

Pourcentage de droits à céder

Dans « **Droits cédés par donation avant.....** » entrez le pourcentage de titres à céder (si le cédant possède 80 % des titres on saisira donc au maximum 80 % !)

Allez ensuite dans « **Détail donation faite** ». L'écran s'ouvre sur la liste des enfants du cédant. Nous conseillons pour commencer de saisir seulement la donation en nue-propriété. Si par exemple, le cédant a deux enfants et détient 80 % des titres, gratifiez chacun des enfants de 40 %. Le logiciel calcule aussitôt le montant des droits de donation en tenant compte des donations reçues antérieurement.

Après validation des donations, accédez à « **Plus-value** ».

Plus-value

On constate immédiatement que le montant de la plus-value est nettement plus faible que dans le cas d'une vente directe à des tiers. En fait, la plus-value est inhérente à l'usufruit resté entre les mains du cédant. Ce calcul est effectué conformément à la fiche n° 1 du BOI 5

C du 3 juillet 2001 intégralement reproduite dans l'assistance sous la rubrique « **Plus-values des valeurs mobilières et démembrement** ».

Aucune saisie n'est prévue dans cet écran dont l'objet est de détailler le calcul de l'impôt de plus-value et des prélèvements sociaux.

Lorsque des titres sont donnés en pleine propriété, la plus-value et les prélèvements sociaux sont purgés par les droits de donation.

Ventilation

La première rubrique affiche les montants reçus respectivement par le donateur et le(s) donataire(s).

L'impôt de plus-value est mis à la charge du donateur conformément à la fiche technique n°1 citée précédemment.

Le logiciel affecte par contre, les droits de mutation à la charge du (des) donataire(s) car ils majorent le prix d'acquisition des titres et diminuent donc l'assiette taxable (art. 98 du BOI 5 C déjà cité).

La seule rubrique saisissable de cet écran « **Autres frais, impôt sur plus-value en report** » permet la prise en compte de tout autre frais relatif à la cession, mais surtout l'impôt sur une éventuelle plus-value jusqu'alors reportée et qui devient taxable du chef de la cession (ex. plus-value sur éléments non amortissables mise en report à la suite de l'apport d'une entreprise individuelle).

La différence entre le montant de la cession et l'ensemble des frais et impôts générés par celle-ci constitue le solde net de cession « **A réinvestir** ».

Le réinvestissement de ce solde s'effectuera, dans ce cas, en reportant le démembrement sur les biens à acquérir, à définir dans l'écran « **Réinvestissement** ».

ATTENTION !

Cette technique soulève le problème, pour les enfants donataires, du règlement des droits de donation car généralement, ils ne disposent d'aucun moyen financier. Or, la fiche technique n°1 du BOI déjà citée, précise qu'ils sont bien redevables des droits de donation s'ils souhaitent qu'ils viennent en diminution de l'assiette taxable. Aussi, dans la pratique, il est courant que les donataires reçoivent une partie des titres en pleine propriété correspondant à leur charge. La difficulté consiste à calculer le pourcentage de droits qu'ils doivent recevoir en pleine propriété. En effet, le montant des droits de donation dépend du montant de titres donnés, or, c'est justement ce que l'on cherche !

Le logiciel est conçu pour résoudre ce problème.

Pour cela, il vous suffit de revenir dans « **Cession** » puis dans « **Détail donation faite** ». Un clic sur la rubrique « **Optimisation par la donation en PP** » affiche automatiquement les montants recherchés dans le tableau.

Un nouveau passage dans « **Ventilation** » prouve que le problème est bien résolu. Dans la colonne destinée au(x) donataire(s), apparaissent les montants en euros de la contre-valeur des titres reçus en nue-propriété et pleine propriété. Les droits reçus en pleine propriété correspondent bien au montant des droits de donation.

Il peut toutefois y avoir quelques dizaines voire quelques centaines d'euros d'écart dus aux arrondis sur le nombre de titres.

Réinvestissement

Cet écran propose une liste de biens permettant le réinvestissement du solde de cession.

Celui-ci est possible, soit en pourcentage, soit en euros. Si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations avec des stratégies différentes, il est plus cohérent d'opter pour les pourcentages.

Le logiciel intègre des rendements par défaut, naturellement modifiables.

Enfin, si la reconstitution de carrière a été réalisée et si le cédant peut prétendre à la retraite, le logiciel en calculera le montant.

Dans le cas d'un couple, cliquez sur « **conjoint** » pour saisir un second tableau de réinvestissement.

La première partie de l'étude étant achevée, il ne reste plus qu'à l'imprimer en cliquant sur l'icône ad hoc à gauche « **Imprimer** ».

Pour passer à la seconde partie de la simulation, cliquez sur « **Dupliquer le patrimoine** ». Le logiciel effectue lui-même la duplication.

On retrouve le libellé de l'étude réalisée avec la date d'arrêtée de situation, à modifier éventuellement à la date du jour.

Dans le cadre « **Description étendue** », il s'agit de décrire très minutieusement le détail de la stratégie mise en place, car cette description s'imprimera lors de l'impression du dossier que le client devra comprendre ! Validez.

L'indice (2) ou (3) ... entre le prénom et le nom du client indique le numéro de la copie du patrimoine dans laquelle vous vous trouvez. Le patrimoine réel étant l'original ou numéro 1, la première copie porte le numéro 2 etc... D'autre part, afin d'éviter toute confusion avec le patrimoine réel, la mention « **Patrimoine dupliqué** » apparaît en travers sur la partie droite de l'écran.

Dans le menu « **Biens** » du menu d'accueil, le logiciel a lui-même créé les nouveaux biens selon les montants déterminés en amont.

Exemple :

Si un contrat d'assurance vie a été prévu, allez dans « **Assurance vie et bons de capitalisation** ». Cliquez sur « **Détail** ». L'onglet « **Transmission** » a disparu. Dans la rubrique « **Infos Générales** », le « **Contrat souscrit** » est précisé « **Démembré en US** », la « **Destination** » affiche « **Consommation immédiate** ».

Dans la rubrique « **Revenus** », on constate que le montant du retrait effectué sur le contrat correspond à l'intérêt annuel. Naturellement, la qualité de quasi-usufructier du souscripteur l'autorise à consommer au-delà de l'intérêt annuel et donc de consommer tout ou partie du capital. Il ne faudra toutefois pas omettre la mise en place d'une créance de restitution en faveur du nu-propriétaire.

Pour des raisons de simplification, le logiciel n'a créé qu'un seul contrat d'assurance vie. En réalité, il faudra en établir autant qu'il y a d'enfants nus-propriétaires. Ces derniers étant à la fois co-souscripteurs et assurés.

Il en va de même pour tous les autres biens qui ont fait l'objet du réinvestissement.

Les nouveaux revenus sont calculés automatiquement. Pour les visualiser, il suffit de retourner dans le menu d'accueil et d'aller dans « **Flux** ».

La rubrique « **Revenus** » présente les nouveaux revenus bruts. Pour obtenir les revenus nets, cliquez sur « **Analyse des résultats** ». Le budget disponible est obtenu par différence entre les revenus bruts et les charges constituées, entre autre, par les impôts dont l'IR et l'ISF qui

ont également été calculés d'autorité au moment de la duplication. Si vous souhaitez le détail, allez dans « **Impôts et taxes** ».

Si la cession a été totale, la participation a complètement disparue dans le patrimoine professionnel. Par contre, en cas de cession partielle, la participation est réduite à concurrence des droits cédés. Les dividendes sont proratisés mais le salaire (PDG, Président) est maintenu intégralement comme c'est souvent le cas, le temps de fidéliser la clientèle et de transmettre le pouvoir. L'utilisateur restant libre de modifier ces paramètres à sa convenance.

En cas de décès après la cession, le logiciel détermine une nouvelle estimation des droits de succession. Les droits sont beaucoup plus faibles car les nouveaux biens, acquis seulement en usufruit, ne génèrent aucune taxation (art. 1133 de CGI).

Pour revenir au dossier initial, il suffit d'un clic sur « **Retour au patrimoine réel** » dans la partie droite de l'écran.

Lorsque plusieurs simulations ont été réalisées, un module permet la synthèse des stratégies proposées. Pour y accéder, retournez dans la liste des simulations de cessions et cliquez sur le bouton « **synthèse** » situé à gauche de l'écran. Un nouvel écran apparaît, il vous suffit alors de cocher les cases correspondantes aux simulations que vous souhaitez confronter. Un document unique permet de visualiser les résultats fiscaux et financiers de l'ensemble des modes de cession utilisés et les conséquences sur la succession future. Un autre rassemble tous les revenus d'après cession, nets d'IR et d'IFI.

Il est impossible de faire une simulation à partir d'une simulation.

SIMULATIONS DE REPRISE DE SOCIETE A L'IS

1- PAR UNE SOCIETE HOLDING (INTEGRATION FISCALE)

Avec ou sans apport de titres à charge de soulte (Multi simulation)

Ces simulations sont totalement indépendantes de l'étude patrimoniale.

En effet, avant de réaliser une acquisition de participations, il est intéressant de pouvoir se mettre du côté du (des) repreneur(s) désireux de mettre en place l'optimisation financière.

Ces simulations font suite aux simulations de cessions de droits sociaux et ne nécessitent pas une étude approfondie des acquéreurs. Il est donc inutile de faire un dossier pour chaque acquéreur.

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de reprise** » et optez pour « **De société à l'IS** » « **Une holding de reprise (intégration fiscale)** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations, laquelle est vide la première fois. Cliquez sur l'icône « **Ajouter** » et donnez un nom à la rubrique « **Désignation** ».

Dans la partie gauche de l'écran, il convient de remplir les « **Informations relatives à la cible** ».

Dans la première zone « **Valorisation de la cible** », saisissez le montant de la société à acquérir, puis, le « **Chiffre d'affaires** ». Il est indispensable pour le calcul de l'IS à 15 % jusqu'à 42 500 € lorsqu'il est inférieur à 7 630 000 €. Le « **Résultat de l'exercice** » peut être indexé chaque année grâce à l'« **Evolution du bénéfice (facultatif)** ». Dès la saisie, le logiciel affiche le « **Montant de l'IS** » puis naturellement le « **Bénéfice net** ».

Partie droite de l'écran « **Option de calcul** »

Deux options sont proposées : « **A partir du bénéfice net** » ou « **A partir du résultat de l'exercice** ».

Au-dessous, il est possible de saisir une sous-option après le choix de l'une des options précédentes : « Apport de titres à charge de soulte ». il s'agit d'une simulation spécifique adaptée à la stratégie offerte par l'article 787 B dans son alinéa (f) que nous détaillerons plus loin car il permet une solution particulièrement efficace, notamment dans les transmissions intra-familiales.

Revenons aux deux options de départ. En fait il s'agit simplement d'une question de point de vue. Certains praticiens travaillent « **A partir du bénéfice net** » après impôt et après conservation des dividendes nécessaires à la cible, d'autres préfèrent partir du « **résultat de l'exercice** ». Tous les chemins menant à Rome, à **pourcentage identique**, on parvient au même résultat final !

Pour continuer l'étude, il faut donc cliquer sur le bouton « **suivant** » en bas d'écran à droite. L'écran proposé dans « **Prise de participations** » a pour objet de connaître les intervenants du holding ainsi que le mode de financement du rachat de la cible.

« **Informations générales** » permet de répartir les apports des associés repreneurs et le cas échéant des investisseurs.

D'abord « **les associés repreneurs** » qui ont la vocation de diriger la cible, enfants, cadres de celle-ci ..., ensuite le « **fonds d'investissement** » qui apportent les capitaux manquants au précédents et dont le but essentiel est de réaliser une plus-value substantielle à moyen terme.

Après les apports respectifs, le logiciel calcule le « **Montant de l'emprunt à souscrire** ». Les associés repreneurs souscriront « **l'emprunt Senior** » amortissable sur une durée de cinq à sept ans. L'emprunt qualifié de « **Mezzanine** » consiste le plus souvent en une émission d'obligations convertibles ou plus simplement à la mise en place d'un crédit in fine dont la durée et généralement supérieure à la durée de l'emprunt « **Senior** ». Le taux « **Mezzanine** » est lui aussi souvent supérieur au taux « **Sénior** ». De surcroît, si au terme de la durée de l'emprunt « **Mezzanine** » la plus-value n'est pas au rendez-vous, le taux sera rétroactivement majoré et au remboursement du capital s'ajoutera une « **prime de non conversion** » en guise de dédommagement !

Naturellement, si les associés repreneurs sont en mesure de financer seuls l'acquisition de la cible, il suffit de laisser vide la zone « **par le fonds d'investissement** ».

Le tableau « **Les repreneurs** », situé à gauche de l'écran, permet de prendre en compte les capitaux apportés par chaque associé de la holding. Les variables de ce tableau n'ont aucune incidence sur les calculs, mais sont utilisées dans le rapport d'édition.

Un clic sur « **Suivant** », en haut à droite de l'écran, permet d'accéder au « **Compte de résultat fiscal de la cible** » dans lequel on retrouve le dividende versé par celle-ci au holding ainsi que le montant de l'impôt qui lui incombe mais qu'elle verse au holding qui aura la charge de régler lui-même l'impôt réel après détermination du résultat du groupe. Ce résultat s'affichera dans un nouvel écran après un clic sur « **suivant** » toujours en haut à droite.

L'écran « **Compte de résultat fiscal et financier du holding** » permet de constater si l'apport en fonds propres au holding est suffisant grâce à l'avant dernière colonne « **Solde de trésorerie** ». Dans le cas contraire, il vous suffit de revenir deux écrans précédents en cliquant chaque fois sur « **Précédent** », afin d'augmenter le niveau des fonds propres de telle manière que le résultat de la holding soit positif ou encore de revenir au premier écran de saisie et d'augmenter la part de dividendes à verser au holding.

Enfin, en cliquant sur « **Suivant** », apparaît le « **Tableau de rentabilité des capitaux propres** » apportés par les actionnaires repreneurs en comparé au taux de l'emprunt senior.

Autre type de simulation

Revenons au tout premier écran de saisie à la rubrique « **Apport de titres à charge de soulte** ». Comme précisé en amont, cette sous-option permet d'étudier le cas particulier de l'apport de droits sociaux grevés d'une soulte à la suite d'une donation-partage par exemple. Lorsque cette option est retenue, la partie « **Informations générales** » de l'écran « **Prise de participations** » est réduite.

En effet, cette simulation s'adresse, en principe, à l'enfant repreneur qui a reçu par donation-partage la quasi-totalité des droits de son ascendant, à charge pour lui de verser une soulte à ses frères et sœurs. Cette disposition a été mise en place au 1^{er} janvier 2009 et codifiée à l'article 787 B (f) du CGI.

La saisie du montant des titres non grevés, apportés par l'enfant (ou les enfants) repreneur(s) conditionne le montant de la soulte et donc de l'emprunt que doit souscrire le holding au profit des enfants non-repreneurs.

(Ces derniers auront quand même bénéficié de l'abattement de l'engagement de conservation souscrit par le(s) repreneur(s) pour le calcul de leurs droits, grâce au principe des « droits théoriques » spécifique aux donations-partages à charge de soulte).

La suite de la simulation est identique à celle décrite précédemment à la différence que les intérêts de l'emprunt ne viennent pas en déduction du résultat du holding. En effet, l'Administration considère que les apports à titres onéreux sont soumis aux dispositions de l'« amendement Charasse ».

Pour visualiser l'édition du dossier, cliquez sur « **Imprimer** ».

2- PAR UNE SOCIETE HOLDING (REGIME MERE-FILIALE)

Cette simulation est totalement indépendante de l'étude patrimoniale.

En effet, avant de réaliser une acquisition de participations, il est intéressant de pouvoir se mettre du côté du (des) repreneur(s) désireux de mettre en place l'optimisation financière.

Cette simulation fait suite aux simulations de droits sociaux et ne nécessite pas une étude approfondie des acquéreurs. Il est donc inutile de faire un dossier pour chaque acquéreur.

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de reprise** » et optez pour « **De société à l'IS par** » « **Une holding de reprise (régime mère-fille)** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations, laquelle est vide la première fois. Cliquez sur l'icône « **Ajouter** » et donnez un nom à la rubrique « **Désignation** ».

Au-dessous du texte expliquant l'objet de la simulation, il convient de remplir les « **Informations relatives à la cible** ».

Dans la première zone « **Valorisation de la cible** », saisissez le montant de la société à acquérir, puis, le « **Chiffre d'affaires** ». Il est indispensable pour le calcul de l'IS à 15 % jusqu'à 42 500 € lorsqu'il est inférieur à 7 630 000 €. Le « **Résultat de l'exercice** » peut être indexé chaque année grâce à l'« **Evolution du bénéfice (facultatif)** ». Dès la saisie, le logiciel affiche le « **Montant de l'IS** » puis naturellement le « **Bénéfice net** ». Saisir le « **Bénéfice distribuable** ».

En cliquant sur « **Suivant** », vous accédez à l'écran « **Prise de participation** ». Celui-ci est divisé en deux parties. Dans la partie « **Informations générales** », il convient de saisir le montant des « **Participations à acquérir** » puis l'apport en « **Fonds propres du holding** », afin d'obtenir le montant de l'« **Emprunt à souscrire** ». La « **Durée** » et le « **Taux** » de l'emprunt sont à définir sur la partie droite. Le tableau d'amortissement est visualisable en cliquant sur le point d'interrogation.

Au-dessous, s'affiche le bilan de la holding ainsi que le ratio des capitaux apportés par rapport à la valeur de la cible.

Le tableau « **Les repreneurs** », situé à gauche de l'écran, permet de prendre en compte les capitaux apportés par chaque associé de la holding. Les variables de ce tableau n'ont aucune incidence sur les calculs, mais sont utilisées dans le rapport d'édition.

Un clic sur « **Suivant** », en haut à droite de l'écran, permet d'accéder au « **Compte de résultat fiscal du holding** ». Un texte, au-dessous du tableau, aide à la compréhension de celui-ci. Il permet essentiellement de se rendre compte si l'apport en fonds propres au holding est suffisant. Dans le cas contraire, il vous suffit de revenir à l'écran précédent en cliquant sur « **Précédent** » afin d'augmenter les fonds propres de telle manière que le résultat de la holding soit positif.

Enfin, en cliquant sur « **Suivant** » apparaît la « **Trésorerie du holding** ».

Pour visualiser l'édition du dossier, cliquez sur « **Imprimer** ».

3- PAR DES PERSONNES PHYSIQUES

Cette simulation est totalement indépendante de l'étude patrimoniale.

En effet, avant de réaliser une acquisition de participations, il est intéressant de pouvoir se mettre du côté du (des) repreneur(s) désireux de mettre en place l'optimisation financière.

Cette simulation fait suite aux simulations de droits sociaux et ne nécessite pas une étude approfondie des acquéreurs. Il est donc inutile de faire un dossier pour chaque acquéreur.

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Simulations de reprise** » et optez pour « **De société à l'IS par** » « **Par une personne physique** ».

L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations, laquelle est vide la première fois. Cliquez sur l'icône « **Ajouter** » pour avoir l'écran de « **Paramétrage** ». Donnez un nom à la rubrique « **Désignation** ».

Au-dessous du texte explicatif, il convient de remplir les « **Informations relatives à la cible** ».

Dans la première zone « **Valorisation de la cible** », saisissez le montant de la société à acquérir, puis, le « **Chiffre d'affaires** ». Il est indispensable pour le calcul de l'IS à 15 % jusqu'à 42 500 € lorsqu'il est inférieur à 7 630 000 €, ainsi que pour l'application ou pas de l'article 199 terdecies OB du CGI. Dès la saisie du « **Résultat de l'exercice** » le logiciel affiche le « **Montant de l'IS** » puis naturellement le « **Bénéfice net** ». Saisir le « **Bénéfice distribuable** ».

En cliquant sur « **Suivant** », vous accédez à l'écran « **Prise de participation** ».

Par défaut, le logiciel considère que les futurs associés recevront un dividende proportionnel à leur participation, mais l'utilisateur peut passer outre en décochant l'option « **Calcul automatique du dividende reçu proportionnellement aux participations** ».

Le remplissage du tableau des acquéreurs ne représente aucune difficulté particulière.

Après avoir saisi le montant de la participation à acquérir, le logiciel attribue d'autorité le dividende que celui-ci percevra dans la mesure où il a été convenu qu'il serait proportionnel à la participation acquise.

L'« **Abattement sur dividendes** » est à saisir en fonction de la situation de famille. Si le montant saisi est supérieur à l'abattement maximum, le logiciel corrige de lui-même et propose l'abattement maximal. Bien entendu, si l'abattement est déjà utilisé par ailleurs, totalement ou partiellement, il convient de le diminuer ou de le remettre à zéro.

Le montant « **disponible après IR** » est calculé d'office par le module dans la seconde partie de l'écran. L'objectif étant de définir le montant du prêt que pourra obtenir l'acquéreur de son banquier grâce au montant après impôt, cliquez sur « **Emprunts** » et saisissez ses caractéristiques.

Il est possible de modifier le calcul du « **disponible après IR** » en cochant « **Option pour le prélèvement libératoire des dividendes** ».

En parallèle, le logiciel calcule les réductions d'impôt acquises par l'acquéreur majoritaire, année après année grâce à l'application de l'article 199 terdecies OB du CGI.

La « **Capacité d'emprunt** » s'affiche dans le tableau et donc, par différence, le montant du « **Financement personnel** ».

En cas d'acquéreurs multiples, la procédure est identique pour chacun.

Pour visualiser l'édition du dossier, cliquez sur « **Imprimer** ».

SIMULATIONS DE PASSAGE DE BNC EN SEL

1- SIMULATION BNC/SEL (VENTE)

Préambule

Saisissez l'état civil du couple, puis, les enfants dans le menu « **La famille** ».

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».

Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Cliquez ensuite sur l'onglet « **Revenus** ». Choisissez BNC ou BIC si pharmacien pour entrer les revenus.

Cliquez sur l'onglet « **Emprunts** » afin de saisir les emprunts relatifs à l'exploitation.

Enfin, allez sur l'écran « **Transmission** ». Saisissez la valeur commerciale des actifs corporels, la valeur nette des actifs corporels, la valeur d'origine du fonds de commerce et la valeur actuelle du fonds de commerce. Les plus-values latentes s'affichent en parallèle. Validez et retournez au menu général.

Allez dans « **Flux** », puis, « **Impôts et taxes** ». Faire la simulation du calcul de l'IR en prenant de préférence la seconde option.

Accédez ensuite au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. C'est indispensable car le module de simulation BNC/SEL calcule les revenus d'activité **ET** de retraite.

La simulation « Transformation BNC / SEL » peut commencer.

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Transformation BNC / SEL** » et optez pour « **Vente du fonds libéral** ». L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez sur l'icône « **Ajouter** ».

Un écran d'accueil apparaît. Le curseur se trouve sur « **Désignation** » avec la reprise du nom du cabinet ou de l'étude. Il est préférable de renommer la désignation si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations, par exemple : étude 1, étude 2 ou essai 1 ou essai 2, etc ...afin de différencier les simulations.

Au milieu de l'écran, apparaît la qualité de la personne concernée. Les calculs de charges sociales et de prestations retraite se feront à partir de cette profession. Le reste du texte décrit l'objectif de cette simulation.

Après validation de cet écran, vous vous trouvez au cœur de la simulation avec l'écran « **Situation de l'entreprise** ».

Par défaut, la date de l'étude correspond à la date du jour.

Le module reprend ensuite, toujours par défaut, la rémunération saisie dans le patrimoine professionnel pour les années n-1 et n-2. Il est bien entendu que celles-ci sont modifiables.

Il en va de même pour la date d'installation et pour l'adhésion au centre de gestion.

Selon la profession exercée, le logiciel pose des questions supplémentaires relatives au régime de retraite et de prévoyance.

Cliquez ensuite sur « **Cabinet / étude** ». Un nouvel écran s'ouvre dont la première rubrique « **Prix de vente de la clientèle/patientèle** » est à nouveau reprise par défaut comme indiqué dans le patrimoine professionnel et il en va de même pour la « **Valeur des éléments corporels amortissables vendus à la SEL pour leur valeur nette** ». Cependant, il convient de préciser la « **Durée d'amortissement par la SEL** » prévue pour ces éléments corporels. Le logiciel calcule ensuite la plus-value et donc l'impôt de plus-value.

Le passage en société mettant fin à l'exploitation en BNC, il en résulte une imposition immédiate des revenus non encore imposés ainsi que des provisions et créances acquises. Ce calcul d'impôt n'est pas réalisé par la plupart des utilisateurs qui considèrent qu'il n'a rien à voir avec la simulation de comparaison des deux modes d'exploitation.

Cliquez ensuite sur « **Constitution : SELARL** » à gauche de l'écran.

Après avoir déterminé le « **Capital social** », il convient de saisir les caractéristiques de l'emprunt.

Le logiciel calcule ensuite les « **Droits d'enregistrement** » que devra acquitter la SEL, ainsi que les frais d'étude et de constitution ou « **Coût de mise en place** » à régler aux différents intervenants.

Le démarrage de l'activité nécessite un « **Besoin de fonds de roulement** ».

Très souvent, la SEL devra régler plus qu'elle ne dispose. Pour cela, le praticien lui accorde généralement un crédit vendeur prélevé sur le solde de cession.

La validation de cet écran s'effectue en cliquant à gauche sur « **Praticien-vendeur** ».

Les premiers montants sont repris des écrans précédents, mais il est nécessaire de compléter les « **Dettes devenues exigibles** » et l'éventuel « **Coût de mise en place** » réglé par le praticien lui-même.

L'objet essentiel de cet écran est de calculer le « **Solde net d'impôt** » disponible dégagé par la vente.

Ce solde de cession peut être réinvesti. Pour cela, il vous suffit de cliquer sur le bouton « **Ajout** » et de sélectionner le ou les biens choisis. Les utilisateurs proposent souvent la souscription de contrats d'assurances vie ou de capitalisation pour des raisons que nous verrons un peu plus loin. Cet écran est validé automatiquement en cliquant sur « **Paramétrage BNC** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » est repris dans le patrimoine professionnel et il s'incrémente sur toute la durée de l'étude. L'utilisateur a, naturellement, la possibilité de le modifier chaque année. Il en va de même pour toutes les autres variables comme les « **Charges d'exploitation** » qui regroupent l'ensemble des charges à l'exception des charges sociales qui sont calculées par le logiciel.

Les rubriques « **Intérêts** » et « **Capital remboursé** » reprennent les paramètres des emprunts saisis dans le patrimoine professionnel. La colonne « **Amortissement** » permet d'intégrer les amortissements en cours. Idem pour les cotisations Madelin retraite et prévoyance.

Cet écran est validé automatiquement en cliquant sur « **Paramétrage SEL** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » vient de l'écran précédent, les charges d'exploitation également mais, le sous-écran « **Taxes-Frais** » permet d'affiner. Idem pour les cotisations Madelin.

Cependant, la « **Rémunération de la gérance** » doit être estimée par l'utilisateur, en tenant compte que le crédit-vendeur doit être récupéré les premières années si possible.

La colonne « **Amortissement** » est remplie automatiquement par le logiciel en fonction des montants et des durées d'amortissement des éléments corporels précédemment saisis. L'écran suivant « **Résultat fiscal** » n'est pas saisissable. C'est le résultat comparatif de chacune des années d'exploitation en BNC et en société. Les points d'interrogation permettent l'accès aux détails des calculs de l'année sélectionnée.

Le premier tableau de l'écran « **Trésorerie** » présente le résultat disponible avant impôt pour chaque année en BNC.

Le second tableau affiche le résultat disponible après IS mais avant IR. La colonne « **Crédit-vendeur** » permet la récupération de celui-ci en fonction de la trésorerie disponible. La colonne « **Dividende distribué** » permet d'affecter les « **Dividendes restant à distribuer** ».

L'écran « **Budget personnel** » est le résultat de la comparaison des deux modes d'exploitation puisqu'il met en évidence le revenu disponible après paiement de l'IR. Le dernier tableau montre l'écart annuel et cumulé. Un clic sur les graphes permet de visualiser les courbes des revenus nets dans chaque mode d'exploitation.

Il peut arriver que le revenu net en SEL soit inférieur à celui obtenu en BNC.

Dans la mesure où le solde de cession de la vente a été réinvesti en contrat d'assurance vie ou de capitalisation, il est possible d'obtenir un revenu au moins équivalent en cliquant sur le bouton « **Utilisation du solde de cession pour compenser les revenus insuffisants de la SEL** ».

Un clic sur « **Solde de cession** » permet de visualiser le contrat sur lequel sont effectués les retraits nets compensant les revenus négatifs de la SEL.

L'écran « **Retraite** » calcule la pension annuelle dans les deux modes d'exploitation.

Il peut arriver que la pension obtenue en SEL soit plus faible que celle obtenue en BNC. Cela se produit lorsque la rémunération en SEL est plus faible que le revenu BNC et lorsque les régimes ne sont pas plafonnés. Le détail des cotisations versées respectivement en BNC et en SEL est visible en cliquant sur le point d'interrogation à droite du mot « **ECART** ». Les cotisations étant plus faibles, les prestations le sont également !

Pour remédier à cet inconvénient, deux solutions sont possibles. La première consiste à cliquer sur la petite calculatrice située sous le point d'interrogation. Le logiciel calcule une cotisation à verser (par exemple en Madelin) annuellement ou par la souscription d'une prime unique au moment du passage du BNC en SEL.

La seconde solution revient à effectuer comme précédemment des retraits annuels sur le contrat d'assurance vie ou de capitalisation souscrit, à partir de l'âge prévu pour la retraite.

Enfin, le dernier écran « **Bilan de l'étude** » permet de mettre en évidence les principaux résultats.

Il est désormais possible d'imprimer l'étude complète avec un simple clic sur « **Imprimer** ».

Lorsque l'étude est terminée, vous avez la possibilité de réaliser une autre étude, mais cette fois, dans le cadre d'un apport en société de l'entreprise libérale et dans les conditions de l'article 151 octies. Pour cela, cliquez sur « **Exporter** » dans la « **Liste des simulations** ». Le logiciel envoie le message suivant : « **La simulation a été créée avec succès en apport** ».

Quittez la simulation. Retournez au menu « **Simulations** », optez pour « **Apport en société** », cliquez sur « **Ajouter** », etc...

Les paramètres saisis dans la simulation de vente se retrouvent dans la simulation d'apport.

En cas de doute ou d'interrogation sur la manière de remplir un écran, référez-vous à l'« **Assistance** » et choisissez « **Aide technique** ».

2- SIMULATION BNC / SEL (APPORT)

Préambule

Saisissez l'état civil du couple, puis, les enfants dans le menu « **La famille** ».

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».

Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Cliquez ensuite sur l'onglet « **Revenus** ». Choisissez BNC ou BIC si pharmacien pour entrer les revenus.

Cliquez sur l'onglet « **Emprunts** » afin de saisir les emprunts relatifs à l'exploitation.

Enfin, allez sur l'écran « **Transmission** ». Saisissez la valeur commerciale des actifs corporels, la valeur nette des actifs corporels, la valeur d'origine du fonds de commerce et la valeur actuelle du fonds de commerce. Les plus-values latentes s'affichent en parallèle. Validez et retournez au menu général.

Allez dans « **Flux** », puis, « **Impôts et taxes** ». Faire la simulation du calcul de l'IR en prenant de préférence la seconde option.

Accédez ensuite au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. C'est indispensable car le module de simulation BNC/SEL calcule les revenus d'activité **ET** de retraite.

La simulation « Transformation BNC / SEL » peut commencer.

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Transformation BNC / SEL** » et optez pour « **Apport en société** ». L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez sur l'icône « **Ajouter** ».

Un écran d'accueil apparaît. Le curseur se trouve sur « **Désignation** » avec la reprise du nom du cabinet ou de l'étude. Il est préférable de renommer la désignation si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations, par exemple : étude 1, étude 2 ou essai 1 ou essai 2, etc...afin de différencier les simulations.

Au milieu de l'écran, apparaît la qualité de la personne concernée. Les calculs de charges sociales et de prestations retraite se feront à partir de cette profession. Le reste du texte décrit l'objectif de cette simulation.

Après validation de cet écran, vous vous trouvez au cœur de la simulation avec l'écran « **Situation de l'entreprise** ».

Par défaut, la date de l'étude correspond à la date du jour.

Le module reprend ensuite, toujours par défaut, la rémunération saisie dans le patrimoine professionnel pour les années n-1 et n-2. Il est bien entendu que celles-ci sont modifiables.

Il en va de même pour la date d'installation et pour l'adhésion au centre de gestion.

Selon la profession exercée, le logiciel pose des questions supplémentaires relatives au régime de retraite et de prévoyance.

Ne pas oublier le « **Coût de mise en place** ».

Cliquez ensuite sur « **Cession** ». Un nouvel écran s'ouvre dont la première rubrique est un bouton « **Détail des plus-values court terme et des plus-values long terme** ». Un clic sur le bouton permet de visualiser ou de modifier les éléments entrant dans le calcul des plus-values.

Apparaissent ensuite les valeurs d'origine et actuelle du fonds libéral ainsi que les valeurs nette et commerciale des actifs corporels provenant de la saisie dans le patrimoine professionnel. Il convient cependant de saisir la « **Durée d'amortissement** » de ces actifs par la SEL.

Le passage en société mettant fin à l'exploitation en BNC, il en résulte une imposition immédiate des revenus non encore imposés ainsi que des provisions et créances acquises. Ce calcul d'impôt n'est pas réalisé par la plupart des utilisateurs qui considèrent qu'il n'a rien à voir avec la simulation de comparaison des deux modes d'exploitation.

Le logiciel calcule ensuite l'impôt de plus-values court terme et long terme après compensation éventuelle.

Le « **Total impôts** » s'affiche en fin d'écran.

« **La mise en société** » s'effectue automatiquement en cliquant sur le bouton *had hoc*.

Il n'y a rien à saisir sur cet écran qui explique le sort de plus-values relatives aux éléments amortissables et non amortissables ainsi que les sorts des immeubles et des profits sur stocks.

Les droits d'enregistrement ne sont pas calculés car la durée future d'exploitation est supérieure à trois ans.

Passez ensuite à la partie exploitation en cliquant sur « **Paramétrage BNC** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » est repris dans le patrimoine professionnel et il s'incrémente sur toute la durée de l'étude. L'utilisateur a, naturellement, la possibilité de le modifier chaque année. Il en va de même pour toutes les autres variables comme les « **Charges d'exploitation** » qui regroupent l'ensemble des charges à l'exception des charges sociales qui sont calculées par le logiciel.

Les rubriques « **Intérêts** » et « **Capital remboursé** » reprennent les paramètres des emprunts saisis dans le patrimoine professionnel. La colonne « **Amortissement** » permet d'intégrer les amortissements en cours. Idem pour les cotisations Madelin retraite et prévoyance.

Cet écran est validé automatiquement en cliquant sur « **Paramétrage SEL** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » vient de l'écran précédent, les charges d'exploitation également mais, le sous-écran « **Taxes-Frais** » permet d'affiner. Idem pour les cotisations Madelin.

Cependant, la « **Rémunération de la gérance** » doit être estimée par l'utilisateur, en tenant compte que le crédit-vendeur doit être récupéré les premières années si possible.

La colonne « **Amortissement** » est remplie automatiquement par le logiciel en fonction des montants et des durées d'amortissement des éléments corporels précédemment saisis.

L'écran suivant « **Résultat fiscal** » n'est pas saisissable. C'est le résultat comparatif de chacune des années d'exploitation en BNC et en société. Les points d'interrogation permettent l'accès aux détails des calculs de l'année sélectionnée.

Le premier tableau de l'écran « **Trésorerie** » présente le résultat disponible avant impôt pour chaque année en BNC.

Le second tableau affiche le résultat disponible après IS mais avant IR. La colonne « **Dividende distribué** » permet d'affecter les « **Dividendes restant à distribuer** ».

L'écran « **Budget personnel** » est le résultat de la comparaison des deux modes d'exploitation puisqu'il met en évidence le revenu disponible après paiement de l'IR. Le dernier tableau montre l'écart annuel et cumulé. Un clic sur les graphes permet de visualiser les courbes des revenus nets dans chaque mode d'exploitation.

L'écran « **Retraite** » calcule la pension annuelle dans les deux modes d'exploitation.

Enfin, le dernier écran « **Bilan de l'étude** » permet de mettre en évidence les principaux résultats.

Il est désormais possible d'imprimer l'étude complète avec un simple clic sur « **Imprimer** ».

Lorsque l'étude est terminée, vous avez la possibilité de réaliser une autre étude, mais cette fois, dans le cadre d'une vente de l'entreprise individuelle. Pour cela, cliquez sur « **Exporter** » dans la « **Liste des simulations** ». Le logiciel envoie le message suivant : « **La simulation a été créée avec succès en vente** ».

Quittez la simulation. Retournez au menu « **Simulations** », optez pour « **Vente du fonds libéral** », cliquez sur « **Ajouter** », etc...

Les paramètres saisis dans la simulation d'apport se retrouvent dans la simulation de vente.

En cas de doute ou d'interrogation sur la manière de remplir un écran, référez-vous à l'« **Assistance** » et choisissez « **Aide technique** ».

SIMULATIONS DE PASSAGE DE BIC EN SARL

1- SIMULATION BIC / SARL (VENTE)

Préambule

Saisissez l'état civil du couple, puis, les enfants dans le menu « **La famille** ».

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».

Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Cliquez ensuite sur l'onglet « **Revenus** ». Choisissez BIC.

Cliquez sur l'onglet « **Emprunts** » pour saisir les emprunts relatifs à l'exploitation.

Enfin, allez sur l'écran « **Transmission** ». Saisissez la valeur commerciale des actifs corporels, la valeur nette des actifs corporels, la valeur d'origine du fonds de commerce et la valeur actuelle du fonds de commerce. Les plus-values latentes s'affichent en parallèle. Validez et retournez au menu général.

Allez dans « **Flux** », puis, « **Impôts et taxes** ». Faire la simulation du calcul de l'IR en prenant de préférence la seconde option.

Accédez ensuite au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. C'est indispensable car le module de simulation BIC/SARL calcule les revenus d'activité **ET** de retraite.

La simulation « Transformation BIC / SARL » peut commencer.

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Transformation BIC / SARL** » et optez pour « **Vente du fonds de commerce** ». L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez sur l'icône « **Ajouter** ».

Un écran d'accueil apparaît. Le curseur se trouve sur « **Désignation** » avec la reprise du nom du cabinet ou de l'étude. Il est préférable de renommer la désignation si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations, par exemple : étude 1, étude 2 ou essai 1 ou essai 2, etc ... afin de différencier les simulations.

Au milieu de l'écran, apparaît la qualité de la personne concernée. Les calculs de charges sociales et de prestations retraite se feront à partir de cette profession. Le reste du texte décrit l'objectif de cette simulation.

Après validation de cet écran, vous vous trouvez au cœur de la simulation avec l'écran « **Situation de l'entreprise** ».

Par défaut, la date de l'étude correspond à la date du jour.

Le module reprend ensuite, toujours par défaut, la rémunération saisie dans le patrimoine professionnel pour les années n-1 et n-2. Il est bien entendu que celles-ci sont modifiables.

Il en va de même pour la date d'installation et pour l'adhésion au centre de gestion.

Selon la profession exercée, le logiciel pose des questions supplémentaires relatives au régime de retraite et de prévoyance.

Cliquez ensuite sur « **Entreprise** ». Un nouvel écran s'ouvre dont la première rubrique « **Prix de vente de la clientèle/patientèle** » est à nouveau reprise par défaut comme indiqué dans le patrimoine professionnel et il en va de même pour la « **Valeur des éléments corporels amortissables vendus à la SARL pour leur valeur nette** ». Cependant, il convient de préciser la « **Durée d'amortissement par la SARL** » prévue pour ces éléments corporels.

Le logiciel calcule ensuite la plus-value et donc l'impôt de plus-value.

Le passage en société mettant fin à l'exploitation en BIC, il en résulte une imposition immédiate des revenus non encore imposés ainsi que des provisions et créances acquises. Ce calcul d'impôt n'est pas réalisé par la plupart des utilisateurs qui considèrent qu'il n'a rien à voir avec la simulation de comparaison des deux modes d'exploitation.

Cliquez ensuite sur « **Constitution : SARL** » à gauche de l'écran.

Après avoir déterminé le « **Capital social** », il convient de saisir les caractéristiques de l'emprunt.

Le logiciel calcule ensuite les « **Droits d'enregistrement** » que devra acquitter la SARL, ainsi que les frais d'étude et de constitution ou « **Coût de mise en place** » à régler aux différents intervenants.

Le démarrage de l'activité nécessite un « **Besoin de fonds de roulement** ».

Très souvent, la SARL devra régler plus qu'elle ne dispose. Pour cela, le praticien lui accorde généralement un crédit vendeur prélevé sur le solde de cession.

La validation de cet écran s'effectue en cliquant à gauche sur « **Le Cédant** ».

Les premiers montants sont repris des écrans précédents, mais il est nécessaire de compléter les « **Dettes devenues exigibles** » et l'éventuel « **Coût de mise en place** » réglé par le cédant lui-même.

L'objet essentiel de cet écran est de calculer le « **Solde net d'impôt** » disponible dégagé par la vente.

Ce solde de cession peut être réinvesti. Pour cela, il vous suffit de cliquer sur le bouton « **Ajout** » et de sélectionner le ou les biens choisis. Les utilisateurs proposent souvent la souscription de contrats d'assurances vie ou de capitalisation pour des raisons que nous verrons un peu plus loin. Cet écran est validé automatiquement en cliquant sur « **Paramétrage BIC** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » est repris dans le patrimoine professionnel et il s'incrémente sur toute la durée de l'étude. L'utilisateur a, naturellement, la possibilité de le modifier chaque année. Il en va de même pour toutes les autres variables comme les « **Charges d'exploitation** » qui regroupent l'ensemble des charges à l'exception des charges sociales qui sont calculées par le logiciel.

Les rubriques « **Intérêts** » et « **Capital remboursé** » reprennent les paramètres des emprunts saisis dans le patrimoine professionnel. La colonne « **Amortissement** » permet d'intégrer les amortissements en cours. Idem pour les cotisations Madelin retraite et prévoyance.

Cet écran est validé automatiquement en cliquant sur « **Paramétrage SARL** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » vient de l'écran précédent, les charges d'exploitation également mais, le sous-écran « **Taxes-Frais** » permet d'affiner. Idem pour les cotisations Madelin.

Cependant, la « **Rémunération de la gérance** » doit être estimée par l'utilisateur, en tenant compte que le crédit-vendeur doit être récupéré les premières années si possible.

La colonne « **Amortissement** » est remplie automatiquement par le logiciel en fonction des montants et des durées d'amortissement des éléments corporels précédemment saisis.

L'écran suivant « **Résultat fiscal** » n'est pas saisissable. C'est le résultat comparatif de chacune des années d'exploitation en BIC et en société. Les points d'interrogation permettent l'accès aux détails des calculs de l'année sélectionnée.

Le premier tableau de l'écran « **Trésorerie** » présente le résultat disponible avant impôt pour chaque année en BIC.

Le second tableau affiche le résultat disponible après IS mais avant IR. La colonne « **Crédit-vendeur** » permet la récupération de celui-ci en fonction de la trésorerie disponible. La colonne « **Dividende distribué** » permet d'affecter les « **Dividendes restant à distribuer** ».

L'écran « **Budget personnel** » est le résultat de la comparaison des deux modes d'exploitation puisqu'il met en évidence le revenu disponible après paiement de l'IR. Le dernier tableau montre l'écart annuel et cumulé. Un clic sur les graphes permet de visualiser les courbes des revenus nets dans chaque mode d'exploitation.

Il peut arriver que le revenu net en SARL soit inférieur à celui obtenu en BIC.

Dans la mesure où le solde de cession de la vente a été réinvesti en contrat d'assurance vie ou de capitalisation, il est possible d'obtenir un revenu au moins équivalent en cliquant sur le bouton « **Utilisation du solde de cession pour compenser les revenus insuffisants de la SARL** ».

Un clic sur « **Solde de cession** » permet de visualiser le contrat sur lequel sont effectués les retraits nets compensant les revenus négatifs de la SARL.

L'écran « **Retraite** » calcule la pension annuelle dans les deux modes d'exploitation.

Il peut arriver que la pension obtenue en SARL soit plus faible que celle obtenue en BIC. Cela se produit lorsque la rémunération en SARL est plus faible que le revenu BIC et lorsque les régimes ne sont pas plafonnés. Le détail des cotisations versées respectivement en BIC et en SARL est visible en cliquant sur le point d'interrogation à droite du mot « **ECART** ». Les cotisations étant plus faibles, les prestations le sont également !

Pour remédier à cet inconvénient, deux solutions sont possibles. La première consiste à cliquer sur la petite calculatrice située sous le point d'interrogation. Le logiciel calcule une cotisation à verser (par exemple en Madelin) annuellement ou par la souscription d'une prime unique au moment du passage du BIC en SARL.

La seconde solution revient à effectuer comme précédemment des retraits annuels sur le contrat d'assurance vie ou de capitalisation souscrit, à partir de l'âge prévu pour la retraite.

Enfin, le dernier écran « **Bilan de l'étude** » permet de mettre en évidence les principaux résultats.

Il est désormais possible d'imprimer l'étude complète avec un simple clic sur « **Imprimer** ».

Lorsque l'étude est terminée, vous avez la possibilité de réaliser une autre étude, mais cette fois, dans le cadre d'un apport en société de l'entreprise individuelle et dans les conditions

de l'article 151 octies. Pour cela, cliquez sur « **Exporter** » dans la « **Liste des simulations** ». Le logiciel envoie le message suivant : « **La simulation a été créée avec succès en apport** ».

Quittez la simulation. Retournez au menu « **Simulations** », optez pour « **Apport en société** », cliquez sur « **Ajouter** » etc...

Les paramètres saisis dans la simulation de vente se retrouvent dans la simulation d'apport.

En cas de doute ou d'interrogation sur la manière de remplir un écran, référez-vous à l'« **Assistance** » et choisissez « **Aide technique** ».

2- SIMULATION BIC / SARL (APPORT)

Préambule

Saisissez l'état civil du couple, puis, les enfants dans le menu « **La famille** ».

Allez dans « **Patrimoine professionnel et droits sociaux** » du menu « **Biens** ».

Cliquez sur « **Ajouter** » puis, dans la liste des rubriques, cliquez sur « **Participations** » et remplissez l'écran « **Infos générales** ».

Cliquez ensuite sur l'onglet « **Revenus** ». Choisissez BIC.

Cliquez ensuite sur l'onglet « **Emprunts** » afin de saisir les emprunts relatifs à l'exploitation.

Enfin, allez sur l'écran « **Transmission** ». Saisissez la valeur commerciale des actifs corporels, la valeur nette des actifs corporels, la valeur d'origine du fonds de commerce et la valeur actuelle du fonds de commerce. Les plus-values latentes s'affichent en parallèle. Validez et retournez au menu général.

Allez dans « **Flux** », puis, « **Impôts et taxes** ». Faire la simulation du calcul de l'IR en prenant de préférence la seconde option.

Accédez ensuite au module « **Social** » pour faire la reconstitution de carrière de l'intéressé. C'est indispensable car le module de simulation BIC/SARL calcule les revenus d'activité **ET** de retraite.

La simulation « Transformation BIC / SARL » peut commencer.

Simulation

Allez dans le menu « **TRANSMISSION D'ENTREPRISE** », choisissez « **Transformation BIC / SARL** » et optez pour « **Apport en société** ». L'écran proposé par le logiciel présente la liste des simulations déjà réalisées, il sera donc vide la première fois !

Pour effectuer une première simulation, cliquez sur l'icône « **Ajouter** ».

Un écran d'accueil apparaît. Le curseur se trouve sur « **Désignation** » avec la reprise du nom du cabinet ou de l'étude. Il est préférable de renommer la désignation si vous souhaitez réaliser plusieurs simulations, par exemple : étude 1, étude 2 ou essai 1 ou essai 2, etc ...afin de différencier les simulations.

Au milieu de l'écran, apparaît la qualité de la personne concernée. Les calculs de charges sociales et de prestations retraite se feront à partir de cette profession. Le reste du texte décrit l'objectif de cette simulation.

Après validation de cet écran, vous vous trouverez au cœur de la simulation avec l'écran « **Situation de l'entreprise** ».

Par défaut, la date de l'étude correspond à la date du jour.

Le module reprend ensuite, toujours par défaut, la rémunération saisie dans le patrimoine professionnel pour les années n-1 et n-2. Il est bien entendu que celles-ci sont modifiables.

Il en va de même pour la date d'installation et pour l'adhésion au centre de gestion.

Selon la profession exercée, le logiciel pose des questions supplémentaires relatives au régime de retraite et de prévoyance.

Ne pas oublier le « **Coût de mise en place** ».

Cliquez ensuite sur « **Cession** ». Un nouvel écran s'ouvre dont la première rubrique est un bouton « **Détail des plus-values court terme et des plus-values long terme** ». Un clic sur le

bouton permet de visualiser ou de modifier les éléments entrant dans le calcul des plus-values.

Apparaissent ensuite les valeurs d'origine et actuelle du fonds de commerce ainsi que les valeurs nette et commerciale des actifs corporels provenant de la saisie dans le patrimoine professionnel. Il convient cependant de saisir la « **Durée d'amortissement** » de ces actifs par la SARL.

Le passage en société mettant fin à l'exploitation en BIC, il en résulte une imposition immédiate des revenus non encore imposés ainsi que des provisions et créances acquises.

Ce calcul d'impôt n'est pas réalisé par la plupart des utilisateurs qui considèrent qu'il n'a rien à voir avec la simulation de comparaison des deux modes d'exploitation.

Le logiciel calcule ensuite l'impôt de plus-value court terme et long terme après compensation éventuelle.

Le « **Total impôts** » s'affiche en fin d'écran.

« **La mise en société** » s'effectue automatiquement en cliquant sur le bouton had hoc.

Il n'y a rien à saisir sur cet écran qui explique le sort de plus-values relatives aux éléments amortissables et non amortissables ainsi que les sorts des immeubles et des profits sur stocks.

Les droits d'enregistrement ne sont pas calculés car la durée future d'exploitation est supérieure à trois ans.

Passez ensuite à la partie exploitation en cliquant sur « **Paramétrage BIC** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » est repris dans le patrimoine professionnel et il s'incrémente sur toute la durée de l'étude. L'utilisateur a, naturellement, la possibilité de le modifier chaque année. Il en va de même pour toutes les autres variables comme les « **Charges d'exploitation** » qui regroupent l'ensemble des charges à l'exception des charges sociales qui sont calculées par le logiciel.

Les rubriques « **Intérêts** » et « **Capital remboursé** » reprennent les paramètres des emprunts saisis dans le patrimoine professionnel. La colonne « **Amortissement** » permet d'intégrer les amortissements en cours. Idem pour les cotisations Madelin retraite et prévoyance.

Cet écran est validé automatiquement en cliquant sur « **Paramétrage SARL** ».

Le « **Chiffre d'affaires** » vient de l'écran précédent, les charges d'exploitation également mais, le sous écran « **Taxes-Frais** » permet d'affiner. Idem pour les cotisations Madelin.

Cependant, la « **Rémunération de la gérance** » doit être estimée par l'utilisateur.

La colonne « **Amortissement** » est remplie automatiquement par le logiciel en fonction des montants et des durées d'amortissement des éléments corporels précédemment saisis.

L'écran suivant « **Résultat fiscal** » n'est pas saisissable. C'est le résultat comparatif de chacune des années d'exploitation en BIC et en société. Les points d'interrogation permettent l'accès aux détails des calculs de l'année sélectionnée.

Le premier tableau de l'écran « **Trésorerie** » présente le résultat disponible avant impôt pour chaque année en BIC.

Le second tableau affiche le résultat disponible après IS mais avant IR. La colonne « **Dividende distribué** » permet d'affecter les « **Dividendes restant à distribuer** ».

L'écran « **Budget personnel** » est le résultat de la comparaison des deux modes d'exploitation puisqu'il met en évidence le revenu disponible après paiement de l'IR. Le

dernier tableau montre l'écart annuel et cumulé. Un clic sur les graphes permet de visualiser les courbes des revenus nets dans chaque mode d'exploitation.

L'écran « **Retraite** » calcule la pension annuelle dans les deux modes d'exploitation.

Enfin, le dernier écran « **Bilan de l'étude** » permet de mettre en évidence les principaux résultats.

Il est désormais possible d'imprimer l'étude complète avec un simple clic sur « **Imprimer** ».

Lorsque l'étude est terminée, vous avez la possibilité de réaliser une autre étude, mais cette fois, dans le cadre d'une vente de l'entreprise individuelle. Pour cela, cliquez sur « **Exporter** » dans la « **Liste des simulations** ». Le logiciel envoie le message suivant : « **La simulation a été créée avec succès en vente** ».

Quittez la simulation. Retournez au menu « **Simulations** », optez pour « **Vente du fonds de commerce** », cliquez sur « **Ajouter** », etc ...

Les paramètres saisis dans la simulation d'apport se retrouvent dans la simulation de vente.

En cas de doute ou d'interrogation sur la manière de remplir un écran, référez-vous à l'« **Assistance** » et choisissez « **Aide technique** ».